

SUR LA SITUATION EN TURQUIE

1. Le coup d'état militaire échoué du 15 juillet 2016 a été profondément traumatisant pour la société turque ; le PVE réitère son rejet le plus ferme de toutes les tentatives de renversement d'un gouvernement élu par la violence et exprime sa solidarité envers toutes les victimes. Nous avons été particulièrement touchés par ces vies perdues, l'attaque sur le Parlement et le fait que certains militaires tournent les armes contre le peuple ; nous avons été impressionnés par le rejet du régime militaire par la société turque au sens large.

2. Le Parti Vert européen et ses membres sont convaincus que pour faire partie de la famille européenne, tous les pays, y compris la Turquie, doivent adhérer à toutes les conditions et obligations¹ pertinentes, notamment aux critères de Copenhague. Pendant de nombreuses années, nous avons soutenu tous les efforts qui avaient pour objectif de mettre en œuvre des réformes institutionnelles et législatives démocratiques et de développer des activités de la société civile. En effet, en tant que pays candidat à l'adhésion et membre du Conseil de l'Europe depuis 1950, la Turquie se doit de respecter les normes les plus élevées, notamment ne pas appliquer la peine de mort et respecter les droits de l'Homme ainsi que le droit universel à un procès équitable pour chaque individu.

3. C'est la raison pour laquelle, même avant la tentative de coup d'état, nous avons vivement condamné la répression constante des voix critiques, des journalistes, des universitaires, des militants politiques et sociaux et de leurs représentants légaux en Turquie et nous avons exprimé notre inquiétude concernant la division et la polarisation croissantes de la société turque. Nous demandons à l'UE et aux gouvernements des États membres de ne pas rester muets face à cette dégradation évidente du système démocratique turc. Nous avons promis des missions en Turquie pour témoigner solidarité et soutien aux personnes concernées ; nous avons également réitéré notre condamnation de tous les actes terroristes.

4. Suite au coup d'état, l'état d'urgence a rapidement servi d'outil au service d'une répression très étendue et disproportionnée, dirigée contre les promoteurs du coup d'état, mais aussi contre toutes les voix critiques sans distinction. Cette répression fut assortie de demandes récurrentes visant à restaurer la peine de mort dans le sillage de la suspension de la Convention européenne des droits de l'Homme. Les bombardements, les couvre-feux imposés et le conflit violent et incessant dans les villes du sud-ouest à prédominance kurde, ravivés par la rupture soudaine du processus de paix par le gouvernement turc en avril 2015, ont causé de nombreuses pertes civiles et militaires, auxquelles il faut ajouter l'arrestation de 110 maires directement élus dans la région, notamment les maires de Diyarbakir. Cette situation a également créé des tensions au sein des communautés turque et kurde ailleurs en Europe ;

5. Au cours d'une mission en Turquie organisée par le groupe des Verts/ALE du Parlement européen en novembre 2016, il a été possible de rencontrer des officiels du gouvernement, des représentants de tous les partis politiques représentés au Parlement et de la mission de l'UE en Turquie et ainsi d'obtenir des témoignages de première ligne concernant l'extrême danger de la situation à laquelle doivent faire face les responsables politiques, les membres des syndicats, les universitaires, les juges, les avocats, les journalistes, les écrivains, les chaînes télévisées, les chaînes de radio, les représentants des minorités, les ONG chargées de soutenir les

¹ y compris le protocole d'Ankara

groupes sociaux défavorisés et les réfugiés. Les actions répressives envers les soi-disant instigateurs des troubles se sont rapidement transformées en mesures aveugles contre des centaines de milliers d'individus à un rythme et avec une intensité qui ont surpris de nombreux citoyens et observateurs.

6. Les récentes arrestations des co-présidents du HDP, les Parlementaires Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ, et de 10 autres membres de la Grande Assemblée nationale, ont marqué un nouveau tournant très inquiétant dans un contexte déjà excessivement répressif dans lequel les voix de la paix et de la modération ont été réduites au silence. Nous apprécions que le HDP représente de nombreuses forces progressistes en Turquie et bénéficie du soutien sans faille des communautés kurde et rom, des LGBTIQ et d'autres minorités ;

7. Après le coup d'état en particulier, environ 150 journalistes - (le nombre de journalistes détenus le plus élevé au monde), 2 386 juges/membres du ministère public, 40 000 personnes ont été mises en détention ; plus de 31 000 sont toujours écrouées, 129 000 employés du secteur public sont suspendus (66 000) ou ont été licenciés (63 000) ; les propriétés et les comptes bancaires des personnes concernées ont souvent été confisqués sans explication ; après des années de constante progression, diverses sources ne cessent de faire état d'un retour généralisé de la torture dans les prisons et de mauvais traitements des détenus, souvent sans chef d'accusation. Par ailleurs ces chiffres sont à présent incertains car, comme l'ont répété des représentants de la société civile pendant la mission des Verts en Turquie, il est souvent impossible d'accéder aux données ou de les diffuser lorsqu'elles sont disponibles. Les récentes déclarations du Premier ministre turc concernant les frontières de la Turquie et le Traité de Lausanne exacerbent en outre la tension avec les pays frontaliers ;

8. Nous saluons les efforts consentis par la Turquie pour accueillir 3 millions de réfugiés, plus que l'ensemble de l'UE. Nous remarquons également les difficultés croissantes pour les réfugiés en Turquie, notamment le défi de la scolarisation de près d'1 million d'enfants et le manque d'emplois pour de nombreux réfugiés. Nous nous inquiétons de la situation à la frontière avec la Syrie, où les personnes nécessitant une protection internationale ne peuvent pas entrer librement, et où des rapports font état de refoulements vers la Syrie. Nous notons le fait que l'UE et les autorités turques continuent d'assurer une coopération technique positive dans la mise en œuvre du soutien aux réfugiés, avec l'attribution de 2,3 milliards d'euros. Toutes les mesures doivent être prises au sein de l'UE pour répondre aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées qui se rendent en Turquie. Tout en maintenant ce soutien, nous demandons la fin de l'accord UE-Turquie, qui viole la législation européenne concernant les réfugiés ;

9. À la lumière de cette situation, le PVE :

a. s'engage à soutenir, en termes de visibilité et d'information, les activités de nombreux citoyens turcs, de militants, d'acteurs universitaires, politiques, économiques et sociaux, notamment notre collègue membre du parti Vert ainsi que des organisations et des activistes verts, qui résistent à la régression de la Turquie et à son glissement vers un régime autoritaire, qui œuvrent pour une société démocratique et soutiennent les personnes défavorisées et les réfugiés. En tant qu'amis du peuple turc et en tant que famille politique établie en Europe, avec le groupe des Verts/ALE au Parlement européen et les partis membres, nous considérons également qu'il est de notre rôle de nous investir dans

un contact transparent et un dialogue ouvert avec les autorités de l'État turc, lorsque cela s'avère possible et utile à cette fin :

b. note que dans toutes les conversations récentes et dans les contacts avec la société civile et l'opposition politique, la demande d'un soutien plus visible et plus efficace de l'État de droit turc et de la démocratie par les institutions européennes a été fermement exprimée, tout comme la demande d'un soutien clair d'une résolution du Parlement européen adoptée à une large majorité le 24 novembre 2016 invitant la Commission et les États membres à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion de la Turquie ;

c. souligne que le dialogue politique doit se poursuivre et que nos partenaires dans la société civile et l'opposition ont aujourd'hui plus que jamais besoin de nous. Les portes de l'UE doivent rester ouvertes pour une Turquie démocratique. L'arrêt total du processus d'adhésion enverrait dès lors un mauvais signal au gouvernement et aux citoyens turcs ;

d. considère que l'acceptation d'une telle proposition pourrait encourager l'UE et ses États membres à abandonner la position actuelle, inefficace et ambivalente, concernant les violations actuelles flagrantes contre l'État de droit par le gouvernement turc ; souligne que le dialogue politique de l'UE avec la Turquie est important et doit être maintenu ;

e. demande la fin des pourparlers visant à élargir l'Union douanière existante avec la Turquie, car nous pensons que ce n'est pas le bon moment pour étendre les relations commerciales alors que se produisent des violations des droits humains d'une telle ampleur ; souligne que toute introduction de la peine de mort devra mettre un terme à tous les pourparlers en vue de l'adhésion.

f. appelle à la restauration de l'immunité du parlementaire du HDP, à un jugement équitable et à la libération de tous les politiques détenus préventivement ;

g. réitère que l'UE doit changer ses politiques actuelles inadéquates en matière d'accès et de traitement des réfugiés au sein de l'UE. Si elle veut retrouver sa liberté d'initiative à l'égard du gouvernement turc, l'UE ne doit pas céder au chantage des menaces turques de ne pas respecter l'Accord UE-Turquie ; insiste sur le fait que les États membres doivent prendre leurs responsabilités, formulent une réponse européenne forte et commune à la crise des réfugiés et participent à un plan de réinstallation ambitieux des réfugiés ;

h. considère dans ce contexte qu'il est d'une priorité absolue d'accélérer la répartition, au demeurant déjà décidée, des réfugiés entre les États membres de l'UE, conformément au Plan Juncker de 2015 et de mettre en place un soutien plus direct et plus efficace de l'UE envers ces pays, villes et communautés actuellement engagés pour les soutenir.